



MINISTÈRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° .005.2.3./CAB.MIN/MINES/01/2026
DU 20 AOÛT 2026 PORTANT AGREMENT DE LA
COOPERATIVE D'EXPLOITATION DES CARRES-MINIERS ARTISANAUX
POUR LE DEVELOPPEMENT DU NORD-KIVU « COECAMAD/NK » AU
TITRE DE COOPERATIVE MINIERE

LE MINISTRE,

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en ses articles 93, 202 point 36 littera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018, spécialement en ses articles 10 littera e et 114 bis ;

Vu l'Ordonnance n° 24/88 du 11 octobre 2024 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les Membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 25/247 du 07 août 2025 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1er littera A et B, point 28 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 Mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018, spécialement en son article 233 ter ;

Considérant la demande d'agrément au titre de Coopérative Minière introduite en date du 23 septembre 2025 par la **Coopérative d'Exploitation des Carres-Miniers Artisanax pour le Développement du Nord-Kivu « COECAMAD/NK »** et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable de la Division Provinciale des Mines et Géologie du **Nord-Kivu** ;



A R R E T E :**Article 1^{er} :**

La **Coopérative d'Exploitation des Carres-Miniers Artisanaux pour le Développement du Nord-Kivu « COECAMAD/NK »** située au n°78, Cellule Fatuma, Quartier Lumumba, Commune de Kimemi, Ville de Butembo, Province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo est agréée au titre de **Coopérative Minière**.

Article 2 :

La **Coopérative d'Exploitation des Carres-Miniers Artisanaux pour le Développement du Nord-Kivu « COECAMAD/NK »** ne peut effectuer les travaux d'exploitation artisanale que dans la Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA) à lui attribuer.

Article 3 :

L'agrément au titre de Coopérative Minière confère à la **Coopérative d'Exploitation des Carres-Miniers Artisanaux pour le Développement du Nord-Kivu « COECAMAD/NK »** le droit de solliciter un Permis de Recherches.

Article 4 :

La **Coopérative d'Exploitation des Carres-Miniers Artisanaux pour le Développement du Nord-Kivu « COECAMAD/NK »** est notamment tenue de :

- S'interdire d'employer les personnes de moins de 18 ans, lors des opérations d'extraction, de transport et de commercialisation des minerais ;
- Veiller au respect de la réglementation en matière de protection de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité dans la zone d'exploitation artisanale et du code de conduite de l'exploitant artisanal repris dans l'annexe IV du Règlement Minier sous l'encadrement du SAEMAPE ;
- Contribuer au Fonds de réhabilitation de la zone d'exploitation artisanale au taux de 5% de son revenu annuel ;
- Transmettre le rapport annuel de ses activités au Ministre des Mines, au Secrétariat Général des Mines, à la Direction des Mines, et avec copies à l'Inspection Générale des Mines, au Service d'Assistance et d'Encadrement des Mines Artisanales et de Petit Échelle (SAEMAPE), à la Division Provinciale des Mines et Géologie et au Service des Mines du ressort ;
- S'acquitter de ses impôts et taxes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en République Démocratique du Congo.

Article 5 :

Sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en République Démocratique du Congo, le présent agrément peut être retiré en cas de violation des dispositions de l'article 4 ci-dessus.

Article 6 :

Le Secrétaire Général aux Mines et le Directeur Général du SAEMAPE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 AOÛT 2026

Louis KABAMBA WATUM

AMPLIATIONS :

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Premier Ministre : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre Minier : 1
- SAEMAPE : 1
- CTCPM : 1
- Div. Prov. des Mines & Géologie du ressort : 1
- Sté COECAMAD/NK : 1